



## Déclaration FSU CTSD Jeudi 15 octobre 2020

Monsieur l'Inspecteur,

Puisque le Président de la République a parlé de guerre, nous nous permettons de vous dire que nous vous parlons depuis les premières lignes. Nous, enseignants, AESH, AED, personnels de vie scolaire, nous sommes en première ligne dans cette « guerre » qui nous oppose au virus et nous nous sentons oubliés.

Comprenez, rien n'a changé pour notre secteur, rien ! Sauf le masque, le passage au gel plusieurs fois par jour et les quelques gestes barrières que l'exigüité de nos locaux nous permet encore. Cela s'ajoutant bien sûr aux difficultés habituelles de toute rentrée...

Nous nous retrouvons donc avec une rentrée « normale » dans un contexte exceptionnel... Or, voilà notre situation : des alarmes médiatiques quotidiennes quant à la dangerosité du virus, des heures auprès d'élèves qui ne sont miraculeusement plus vecteurs depuis qu'on l'a décrété et 6 mois sans scolarité à rattraper sans aucun moyen supplémentaire, sans aménagement des programmes ou du calendrier des épreuves. Tout est normal, vous dit-on. A quoi servent les collègues reçus sur liste complémentaire cet été et qui pourraient constituer un vivier de remplaçants pour éviter de laisser des classes sans professeur ? Où sont les belles promesses ? Il n'y a qu'à compter le nombre d'élèves sans professeur en Ariège en ce moment pour le savoir. Et on ne peut s'empêcher de mettre en balance l'inexistence des moyens de rattrapage pour notre service public avec les 100 milliards distribués au secteur privé. Cela a l'avantage de mettre les choses au clair : l'éducation n'est pas la priorité de ce gouvernement.

A la peur, s'ajoute la fatigue qui s'ajoute au sentiment d'impuissance qui s'ajoute au sentiment d'abandon avec un Ministre semblant jouer à l'apprenti sorcier... Voici, M. l'Inspecteur le bilan de cette rentrée lorsque l'on est en première ligne.

Vous n'êtes pas sans connaître le sondage que nous avons proposé aux collègues et qui corrobore nos propres constats de terrain. Sur plus de 10.000 enseignants sondés : 77% des enseignants se disent inquiets, 82% fatigués, 75% désabusés.

Nous y revenons, rien n'a pourtant été fait alors que toutes les projections prédisaient ce que nous connaissons aujourd'hui. Nous appuyant maintenant sur le courrier intersyndical national signé de huit organisations nous demandons un plan d'urgence pour l'école assurant la sécurité sanitaire et permettant les apprentissages à la hauteur des besoins. Nous demandons la mise à la disposition de lieux tiers quand la distanciation physique n'est pas possible dans les écoles et établissements, nous demandons la gratuité et la sécurité des masques, nous demandons une réflexion sur les examens de 2021, nous demandons un recrutement massif pour réduire les effectifs.

Nous vous donnons lecture de la conclusion de ce courrier :

Alors que le plan de relance du gouvernement ne prévoit pas l'investissement dans notre système éducatif, nous alertons solennellement sur la crise chronique que subit l'École.

Cette crise sanitaire a jeté une lumière crue sur les inégalités scolaires qui pénalisent nos élèves issus des milieux sociaux les plus défavorisés. Alors que toutes les enquêtes montrent que la mixité sociale à l'école est un puissant levier de réussite scolaire, notre ministère est inactif sur ce sujet. Pourtant, il est urgent d'agir contre les inégalités à l'œuvre dans notre société.

La République a le devoir de ne laisser aucun enfant, adolescent ou jeune sur le bord du chemin.

Démocratiser l'Ecole exige, plus que des discours, des actes forts.

Enfin, nous ne pouvons pas taire ici la répression dont sont les victimes nombres de nos collègues. Nous sommes inquiets face à un nombre croissant de convocations, de procédés d'intimidation, de mesures vexatoires, de lettres d'avertissement voire de procédures disciplinaires et de répression brutale, engagées contre des manifestant-es, des grévistes ou des participants à des actions syndicales.

Cela converge avec de multiples pressions orales et s'associent parfois à un refus de dialoguer avec les représentant-es des personnels grévistes ou manifestants. Au-delà de la singularité des situations concernées, la volonté de la hiérarchie apparaît de plus en plus manifeste de vouloir les instrumentaliser contre les droits syndicaux.

La loi garantit statutairement les droits syndicaux des fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales. Ces droits constitutionnels se fondent sur la conception démocratique d'un fonctionnaire citoyen, libre de ses opinions. Leur exercice est cadré par des textes légaux et réglementaires garantissant la neutralité du service public et sa finalité d'intérêt général et ne devant aucunement être utilisés pour contrer les actions syndicales et limiter le droit d'expression des fonctionnaires. La FSU s'inquiète des attaques récurrentes envers les droits individuels et collectifs, elle dénonce les régressions à l'œuvre à l'encontre des libertés d'expression et de manifester.

C'est pourquoi la FSU exige le respect des droits syndicaux qui témoigne d'une reconnaissance effective que la liberté syndicale et le droit de grève constituent les modes légaux d'expression des conflits sociaux.